



Le nouveau regard des Français sur leurs institutions militaires et l'enseignement de défense

Par le Général de corps aérien (2S) Jean-Marc Laurent, directeur de la Chaire Défense et aérospatial de Sciences Po Bordeaux

Les opérationnels ont un rôle majeur à jouer dans l'immense demande de connaissance, globale et interdisciplinaire, sur le fait de défense. A mesure que l'enseignement de défense et de sécurité se développe, cet article prône la création d'un champ disciplinaire à part entière dans ce domaine, tandis qu'il conviendrait de passer d'une simple logique de diffusion morcellaire de l'esprit de défense à celle de construction d'une véritable conscience de défense.

Une nouvelle conscience de défense

La fin de la Guerre froide a généré une euphorie générale poussant une partie de l'opinion occidentale à vouloir engranger les « dividendes de la Paix », en réduisant un effort de défense devenu, à leurs yeux, trop dispendieux. Pour les plus radicaux, comme Francis Fukuyama, elle fut même l'occasion de décréter « la fin de l'Histoire »¹ résultant de la naissance d'un consensus universel qui écarterait dorénavant tout risque de conflits

idéologiques. Malheureusement, il a fallu se rendre à l'évidence et la pause sécuritaire ne s'installa que de façon imaginaire dans certains esprits, idéalistes ou intéressés. Non seulement, la fin de la confrontation Est-Ouest n'apaisa pas le Monde de son démon destructeur, mais elle libéra des violences jusque-là contenues ou contrôlées par les hyperpuissances. Le développement de conflits inattendus, même s'ils couvaient

depuis longtemps sous formes de haines ethniques, religieuses ou politiques, a profondément modifié la perception du contexte sécuritaire et, peut-être pour ne pas se déjuger, on feignit des surprises stratégiques qui n'en étaient pas toujours.

Les générations qui avaient vécu les peurs d'un affrontement potentiellement exterminateur entre Est et Ouest et qui avaient souffert de la rudesse des batailles idéologiques qu'elle portait furent profondément déçues et peinèrent à reconnaître l'absolue nécessité d'une nouvelle posture de défense, dont le coût pour la société resterait important. Près de trente ans après, nous ressentons encore les résistances de certains gouvernants de cette génération à investir dans ce qui est pourtant au cœur de la résilience nationale.

Menace terroriste directe aidant, le nouveau générationnel semble avoir modifié, chez les jeunes, le regard que leurs aînés posaient sur ceux qui avaient pour mission de les protéger. De la défiance vis à vis de l'institution militaire, voire l'antimilitarisme militant des années soixante-dix et quatre-vingt, on est progressivement passé, au tournant du siècle, à une acceptation puis à une demande expresse de forces armées en mesure de sécuriser une Nation se sentant en danger, d'une façon paradoxalement plus marquée qu'aux temps de la tension nucléaire.

Aujourd'hui, le constat est simple. La conscience de défense a regagné les esprits et la popularité de ceux qui en ont la responsabilité opérationnelle dépasse des sommets². Leur engagement dans les opérations extérieures ou intérieures bénéficie, en outre, d'un soutien très majoritaire. C'est en particulier le cas de la lutte internationale contre le terrorisme, de la protection au quotidien des populations (sécurisation des espaces publics, missions de surveillance du ciel et des approches maritimes), ou des secours que les armées peuvent leur apporter dans des conditions extrêmes (ouragans, incendies, inondations, etc.).

Les derniers sondages montrent même une volonté de consolidation des budgets militaires³, alors que, depuis près de trois décennies, ils ont servi, parfois dans une grande indifférence, de variable d'ajustement des lois de finances. Pire, le soi-disant « recentrage des Armées sur leur cœur de métier » a pu servir d'exemple médiatisé de la maîtrise de la dépense de l'Etat, alors que la réduction budgétaire de la Défense masquait une augmentation continue des engagements civils de l'Etat.

Pour autant, l'intérêt nouveau des Français (et des Européens) pour les questions de défense ne relève pas d'une militarisation des esprits et d'un appel à modifier la place du militaire dans la société. La population comme les forces armées sont, plus que ja-



mais, dans une logique démocratique de soumission totale et irrévocable du militaire au politique. Outre le réflexe légitime de voir assurer leur propre sécurité, ce qui anime les Français et en particulier les plus jeunes, est de comprendre les ressorts du contexte sécuritaire, les stratégies de défense que les gouvernants décident et mettent en œuvre, les modèles d'armées et les logiques capacitaires dans lesquelles ils s'inscrivent, ainsi que la façon dont l'effort de défense est organisé. Ce qui les intéresse est non seulement la connaissance de ces facteurs structurants de leur protection, mais aussi la compréhension des mécanismes qui les animent de façon à en mesurer eux-mêmes la robustesse et la résilience. D'une acceptation quasi-obligée d'une politique de défense très éloignée de leur référentiel citoyen et pour laquelle leur esprit critique peinait à s'exprimer, les Français entendent désormais s'en faire une idée précise et une évaluation personnelle. Ne voir que la surface médiatisée et « marketée » de l'outil sécuritaire national ne leur suffit plus. Cela témoigne incontestablement d'une maturité croissante et d'un regard qui refuse le prisme idéologique au profit d'une approche scientifique des questions de défense. On ne peut que s'en féliciter.

Un enseignement de défense morcelé

Il faut toutefois constater que les capacités de diffusion et les dispositifs d'apprentissage du fait de défense sont encore morcelés et qu'ils ne permettent pas, en l'état, de répondre à une attente croissante de la population, quels qu'en soient le niveau de formation initiale (secondaire, universitaire) et la capacité d'y consacrer le temps nécessaire (étudiants, professionnels). On a bien aujourd'hui des universités, instituts, écoles qui déploient des formations sur les problématiques de défense (masters, diplôme universitaire, certificats, etc.). Des formations qui n'intègrent d'ailleurs pas toujours le mot

La spécificité de l'enseignement et de la recherche de défense est de devoir faire appel à un large éventail de spécialistes, dont les apports en font des égaux devant le thème. Il est un formidable fédérateur du savoir et derrière ses enjeux sécuritaires, un catalyseur scientifique et professionnel ...



L'enjeu est de développer une véritable branche de l'enseignement et de la recherche sur la base d'un partenariat d'égal à égal entre les environnements universitaire, opérationnel et industriel, où chacun apportera un savoir scientifique, une approche intellectuelle et un retour de l'expérience du réel, qui permettront à chacun de construire sa propre identité de défense et de développer une citoyenneté éclairée ...

«défense», s'adaptant ici ou là à un environnement ou un public héritier intellectuellement du temps où le mot était quasi banni. Elles répondent plus souvent au besoin de spécifier un thème précis, ou, plus prosaïquement, adoptent une sémantique « marketing » usant de mots qui se vendent. On parle alors de géostratégie, de sécurité globale, d'intelligence, de gestion des conflits, etc. La liste est longue. Elles ont leur raison de revêtir telle ou telle appellation et l'important est moins l'enveloppe que le contenu. Mais ces formations sont souvent ciblées et expertes, alors que la connaissance du fait de défense requiert une approche globale, pluridisciplinaire, multidimensionnelle et basée sur des cas concrets et du retour d'expérience (Retex) pour espérer y apporter un éclairage objectif et accessible. Car en matière d'enseignement de défense, le risque est en effet grand de s'isoler intellectuellement et de se limiter à un regard sélectif du domaine. Or, la géopolitique, le droit international, l'étude des conflits et la gestion des crises, les stratégies de défense et de sécurité, les modèles militaires, les engagements opérationnels, la coopération sécuritaire, la géo-économie et l'économie de défense, la sociologie comparée des systèmes et posture de défense, l'approche cognitive⁴, etc. sont autant de composants indispensables, qui permettent d'appréhender honnêtement les enjeux et défis de défense et qu'il faut, malgré leur complexité scientifique, traduire de façon simple.

Loin de moi de donner des leçons pédagogiques en la matière. Je n'en ai pas la capacité et je ne me hasarderai pas à prôner des solutions toutes faites et qui n'ont pas fait leurs preuves. En revanche, je milite pour que le fait de défense soit reconnu comme un champ disciplinaire à part entière de l'enseignement, supérieur ou non, et de la recherche universitaire. Certes, on soulignera que plus qu'un champ disciplinaire, il s'agit de la convergence thématique de plusieurs voire de nombreuses disciplines. Ce n'est pas faux. Disons alors qu'il s'agit d'un champ co-disciplinaire. L'important est de

comprendre qu'il faut y réunir des compétences et des expertises issues de nombreux champs, universitaire bien entendu, mais aussi opérationnel et industriel, et que les formations et les activités de recherches en la matière doivent pouvoir être reconnues comme tout autre domaine d'exploitation de l'intelligence humaine. La spécificité de l'enseignement et de la recherche de défense est, en effet, de devoir faire appel à un large éventail de spécialistes, dont les apports en font des égaux devant le thème. Il est un formidable fédérateur du savoir et derrière ses enjeux sécuritaires, un catalyseur scientifique et professionnel.

L'enjeu est donc de développer une véritable branche de l'enseignement et de la recherche sur la base d'un partenariat d'égal à égal entre les environnements universitaire, opérationnel et industriel, où chacun apportera un savoir scientifique, une approche intellectuelle et un retour de l'expérience du réel qui permettront à chacun de construire sa propre identité de défense et de développer une citoyenneté éclairée.

Je remercie Opérationnels de me donner l'occasion de présenter cette réflexion qui, entre autres, implique les opérationnels au premier rang et ajoute à leur rôle de protagonistes de l'action celui de la transmission de la connaissance.

§

¹ *La Fin de l'Histoire et le dernier homme (The End of History and the Last Man)*, Flammarion, 1992

² 88% des Français ont une bonne opinion des Armées (voir >> <http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/les-chiffres-cles-de-sondages-de-la-defense-janvier-2017>)

³ 80% des Français souhaitent que le budget des Armées soit « *maintenu ou augmenté* » (voir >> <http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/les-chiffres-cles-de-sondages-de-la-defense-janvier-2017>)

⁴ Inventée en 1983 par Jean-Michel Truong, analyste des technologies du dépassement de l'Homme et expert en intelligence artificielle ayant enseigné à Centrale, la cognitive fait référence aux disciplines liées aux sciences et technologies informatiques, ayant pour objet « *l'acquisition et la représentation formelle des connaissances et des modes de raisonnement, en vue de leur simulation à l'aide d'ordinateurs* » (sources : https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Michel_Truong) ; <http://www.jean-michel-truong.com/bio/pages/cognitech.html>)

Crédits illustrations

1. *Appels à projets 2017-2018* >> <http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/educadef>
2. <https://www.librairie-du-cardinal.com>
3. <http://www.charentelibre.fr>

ITW DRHAA